

## Procès manqué à Prague : l'affaire Grylewicz.

CLT, Numéro 3, Juillet-Septembre 1979.

Dans son effort pour accréditer la thèse des procès de Moscou, Staline — ce numéro des Cahiers Léon Trotsky a l'ambition de le démontrer — chercha à provoquer à l'étranger d'autres procès dans lesquels des trotskystes auraient été accusés, comme à Moscou, d'« espionnage » et de trahison au profit de l'Allemagne hitlérienne.

La Tchécoslovaquie fut le théâtre de l'une de ces provocations avec ce que l'on a appelé « l'affaire Grylewicz<sup>1</sup> ». Vieux militant du K. P. D., puis de l'Opposition de gauche, ancien gérant à Berlin du *Biulleten Oppositsii*, réfugié à Prague en 1933, Anton Grylewicz fut arrêté le 12 juillet 1937, inculpé d'espionnage et bénéficia d'un non-lieu le 2 novembre, avant d'être expulsé. L'affaire pourrait passer pour banale. Il n'en est rien. Tout indique qu'elle fut imaginée et suivie de très près par Staline en personne. Enfin c'est seulement aujourd'hui, par la découverte de documents inédits, que nous sommes en mesure de préciser les derniers points obscurs de cette entreprise machiavélique qui échoua pitoyablement.

### Le récit de Grylewicz

Anton Grylewicz lui-même a écrit le récit de son affaire telle qu'il l'a vécue. Sans phrases ni fioriture, en termes simples, et sans emphase, il raconta dans les colonnes du *Biulleten Oppositsii* et de *Die Rode Oktober*, organe du R. S. A. P., ses tribulations devant les policiers et le juge d'instruction. Nous reproduisons en annexe le texte intégral de cet article qui semble avoir échappé à l'attention des chercheurs dans la mesure où il parut seulement en langues néerlandaise et russe.

La trame est simple. Arrêté par la police tchécoslovaque, le vieux militant allemand se voit présenter une valise qui lui appartient, dont il connaît parfaitement le contenu et qu'il avait confiée au cours des années précédentes — précaution normale pour un émigré puisqu'elle contenait notamment des noms et adresses de militants — à un de ses camarades d'organisation, qu'il appelle « *Batany* », un trotskyste tchécoslovaque habitant Prague. La valise a été ouverte.

Grylewicz est invité à en inventorier le contenu. Comme il s'y attendait, il y « découvre » des documents qui tendent à l'impliquer dans une activité d'espionnage, de faux-passeports allemands avec des noms en blanc, un document militaire allemand, daté du 17 février 1938 attaché à une lettre de Franz Pfemfert<sup>2</sup> du 16 octobre 1936, un tampon allemand pour franchir la frontière, un mode d'emploi pour une encre

---

<sup>1</sup>Antan GRYLEWICZ (1885-1971), ouilleur, socialiste en 1912, avait été pendant la guerre l'un des dirigeants du réseau des « *délégués révolutionnaires* » des usines d'armement de Berlin. Devenu l'un des dirigeants du parti social-démocrate indépendant dans la capitale, il avait combattu pour son adhésion à l'I. C. et avait rejoint le P. C. unifié en 1920. Il avait participé à Moscou à la préparation de l'insurrection allemande d'octobre, décommandée au dernier moment. Membre de la « *gauche* », il avait été exclu du K. P. D. en 1927, avait participé à la fondation du Leninbund qu'il avait quitté en 1930 pour fonder l'Opposition de gauche allemande dont il avait été l'un des principaux porte-drapeau. Il avait échappé de justesse à la Gestapo en 1933 et s'était réfugié en Tchécoslovaquie. Il était l'un des « *trotskystes* » les plus connus dans les P. C. du monde.

<sup>2</sup> Franz Pfemfert (1879-1954), journaliste et écrivain allemand, avait édité à partir de 1911 l'hebdomadaire *Aktion*. Il était connu avant et pendant la guerre pour sa critique de gauche du parti social-démocrate. Membre du K. P. D. en 1919, puis du K. A. P. D. gauchiste fondé en 1920 après la scission du premier, il s'était après 1927 rapproché des positions de Trotsky auquel le liait une amitié personnelle. Sa femme, Alexandra Ramm, avait traduit en allemand plusieurs ouvrages de Trotsky. Il

sympathique. Grylewicz souligne les grossières invraisemblances — les dates des « *documents* » attachés l'un à l'autre — et se contente d'exiger qu'il soit noté dans le procès-verbal de son interrogatoire que la valise avait été ouverte hors de sa présence.

Des indices troublants lui font penser que l'un au moins des policiers qui l'interrogent a des accointances avec le G. P. U. Mais le G. P. U. ne contrôle pas alors la police tchécoslovaque, et le juge d'instruction n'est pas à ses ordres. Libéré et expulsé de Tchécoslovaquie, Grylewicz exclut totalement l'hypothèse de la complicité contre lui de son camarade Batany, suggère de la « *naïveté* » de sa part et préfère voir en lui une « *victime* » du G. P. U. Pour lui, l'affaire est terminée.

Elle n'a tout de même pas été sans conséquences. D'abord parce que l'accusation d' « *espionnage* » a permis de le garder longtemps au secret, sans l'assistance d'un avocat, et, pendant des mois, personne, en dehors des initiés ne pouvait imaginer l'inconsistance des accusations portées contre lui. De plus, le pilonnage de la presse stalinienne de Tchécoslovaquie et d'ailleurs, l'affirmation répétée jour après jour à longueur de colonnes que le rôle d'espion de Grylewicz avait été « *prouvé* » — à Prague, et pas à Moscou — ont épouvanté et désorienté suivant les cas bien de ceux qui avaient été auparavant disposés à faire un bout de chemin avec les « *trotskyistes* » comme lui : le comité pour le droit et la vérité constitué en 1936 pour combattre les procès de Moscou a volé en éclats dès son arrestation<sup>3</sup> et ne s'en remettra pas.

### **Des « *révélations* » concomitantes**

Homme modeste et simple, Grylewicz, quand il faisait le récit de son « *affaire* » ne se doutait visiblement pas, malgré les informations qui étaient parvenues à sa connaissance en Occident, qu'il s'était trouvé placé au centre d'une nasse dont Staline en personne tirait les fils. La première indication à ce sujet avait pourtant été donnée par la publication en France à la fin de 1937 des « *Carnets* » d'Ignace Reiss, ancien dirigeant du G. P. U., assassiné au mois de septembre précédent après avoir rompu avec le service et annoncé son ralliement à la IVe Internationale<sup>4</sup>. Il avait en effet noté à la date du 24 juillet 1937 dans ces pages :

*« D'après les renseignements que j'ai, des rapports ont été fournis (par le G. P. U.) à la police tchèque à Prague, tendant à présenter l'émigré politique allemand Grylewicz comme un agent de la Gestapo. La police tchèque ne semble pas pressée d'agir. Staline a plusieurs fois téléphoné à Ejoy pour lui demander*

---

avait émigré en 1933 en Tchécoslovaquie, à Karlovy-Vary, où il était photographe. Au moment de l'arrestation de Grylewicz, il venait de se fixer en France.

<sup>3</sup> Bulletin d'information et de presse du comité d'enquête sur les procès de Moscou et pour la liberté d'opinion pendant la Révolution, n° 9, novembre 1937, p. 9.

<sup>4</sup> Ignacy S. Poretski (1899-1937), jeune communiste polonais, était entré très tôt dans l'appareil du Comintern, puis les services de renseignement de l'Armée rouge et enfin le G. P. U. où il avait de hautes responsabilités dans le service étranger. Ebranlé par les procès de Moscou et la décision d'exterminer les trotskystes, il avait pris contact avec le Hollandais Sneevliet et fait parvenir à Trotsky et à ses camarades « *l'avertissement Ludwig* ». En juillet, il avait rompu par une lettre rendue publique par la suite et annoncé son ralliement à la IVe Internationale. Il avait été assassiné en Suisse en septembre 1937 et fut connu dès lors par le nom donné sur le coup par sa femme, Ignace Reiss.

où en est l'affaire Grylewicz ; il tient à avoir à tout prix un procès contre des trotskystes en Europe. Sloutsky<sup>5</sup> dit : "Les autorités tchèques ne sont pas pressées. Elles comprennent des légionnaires<sup>67</sup>. »

Un an plus tard, Krivitsky<sup>8</sup>, vieux compagnon de Reiss, mais qui n'a pas pris de risques pour le sauver avant pourtant de se décider à faire lui aussi défection, écrit un récit si semblable qu'il peut avoir été copié : racontant des confidences du même Sloutsky, après un coup de téléphone auquel il a assisté, il lui prête les propos suivants :

« Staline veut un procès d'espions trotskystes en Europe. Si nous y arrivons cela fera sensation. La police de Prague va arrêter Grylewicz. Ce sont nos amis, mais nous ne pouvons pas les faire marcher comme les gens de chez nous. Ici, je n'ai qu'à ouvrir les portes de la Loubianka et y mettre autant de gens que je veux. Mais à Prague, il y a encore quelques légionnaires qui se sont battus contre nous en 1918, et ils sabotent notre travail<sup>9</sup>. »

Il faudra attendre plusieurs années une version plus élaborée, cette fois sous la plume du fameux général Orlov<sup>10</sup>. Selon lui, ce serait au cours même du second procès de Moscou — en apprenant que l'histoire du voyage de Piatakov à Oslo<sup>11</sup> était mise en pièces par d'irréfutables témoignages<sup>12</sup> — que Staline donna à Sloutsky l'ordre de faire placer chez des trotskystes tchèques des documents les impliquant dans des activités d'espionnage, afin que la police tchèque, dûment renseignée, les « découvre », apportant ainsi sa caution à l'entreprise et offrant à Staline un « procès d'espions trotskystes », un « procès de Moscou à Prague ».

---

<sup>5</sup> Abram A. Sloutsky (1896-1938) devenu bolchevik dans la période révolutionnaire avait d'abord servi dans la Tcheka, puis était devenu chef du service étranger du G. P. U.

<sup>6</sup> La « Légion tchèque » était une unité militaire, financée et encadrée par le commandement français, qui avait été recrutée dans les camps de prisonniers de guerre de l'armée austro-hongroise en Russie pour combattre au côté des Alliés. Son soulèvement contre le gouvernement bolchevique, en 1918, marqua le début de la « guerre civile ». Les « légionnaires » étaient connus pour leur hostilité à l'Union soviétique.

<sup>7</sup> Victor Serge, A. Rosmer, Maurice Wullens, *L'Assassinat d'Ignace Reiss*, Paris, Pierre Tisné, 1938, p. 15-16.

<sup>8</sup> Samuel Ginsburg, dit Walter G. Krivitsky (1899-1941) camarade de jeunesse de Poretzki-Reiss, avait suivi le même itinéraire que lui et, semble-t-il, vainement tenté de le prévenir de la tentative d'assassinat du G. P. U. en préparation contre lui. Il avait ultérieurement rompu à son tour avec le stalinisme et publié un livre intitulé *I was Stalin's Agent*.

<sup>9</sup> Walter G. Krivitsky, *I was Stalin's Agent*, Londres, 1939, p. 189.

<sup>10</sup> Alexander Orlov, un pseudonyme sans doute de Katzellenbaum, était un haut-fonctionnaire du G. P. U. également en service en Europe occidentale qui servit notamment deux ans en Espagne et rompit avec Staline en juillet 1938 pour passer au service des renseignements américains. Ce n'est qu'en 1953 qu'il publia ses « souvenirs », un livre soigneusement expurgé de tout ce qui pouvait notamment le compromettre personnellement. La protection des autorités américaines lui a permis de demeurer dans l'ombre. Il ne semble cependant pas que ce soit lui qui fut connu en Espagne sous le nom d'Orlov, mentionné par nombre d'anciens militants du P. C. comme le chef du G. P. U. dans ce pays. Pour les références à son livre, Alexander Orlov, *The Secret History of Stalin's Crimes*, New York, 1953, voir p. 205-209. Grylewicz, par suite d'une translittération défectueuse du russe, y est orthographié « Grilevitch ».

<sup>11</sup> L'un des principaux accusés du deuxième procès de Moscou, Piatakov, avait « avoué » s'être rendu de Berlin à Oslo pour rencontrer Trotsky et avoir reçu de lui des instructions en vue de la poursuite du « terrorisme » en U. R. S. S.

<sup>12</sup> Ces témoignages comprenaient notamment ceux des directeurs des aéroports norvégiens attestant qu'aucun avion étranger n'avait atterri dans cette période.

La première partie du plan est, selon Orlov, exécutée sans difficulté. Le « *résident* » du G. P. U. à Prague, Furmanov, suggère à Sloutsky le choix de Grylewicz et place les faux documents dans une valise qui lui appartient « *avec l'aide d'un communiste tchécoslovaque qui connaissait bien Grylewicz* ». Sloutsky, qui supervise toute l'opération, s'emploie à prévenir les autorités et provoquer leur intervention, par téléphone, lettres anonymes, de Prague d'abord, puis de Paris. Staline s'impatiente. Ejev télégraphie à Sloutsky que Staline s'impatiente. Sloutsky en rajoute encore en envoyant de Paris à Grylewicz une lettre contenant un message écrit à l'encre sympathique et en dénonçant à la police de Prague la prochaine arrivée de cette lettre. Nous sommes en février 1937. Il faudra encore attendre cinq mois pour que les policiers tchèques se décident enfin à perquisitionner chez Grylewicz.

Orlov ajoute un précieux détail : l'agent qui a permis de monter l'affaire a quitté, sur ordre, la Tchécoslovaquie très tôt et s'est rendu en U. R. S. S. Il y a été exécuté.

### **Les dossiers de la police tchèque parlent**

C'est un gros rapport de la police stalinienne de Tchécoslovaquie établi en 1950 en vue de la préparation de nouveaux procès contre des « *trotskystes* » ou prétendus tels et reposant sur une étude des archives de la police de la 1<sup>ère</sup> République tchécoslovaque qui nous a donné finalement la clé de la dernière énigme non résolue<sup>13</sup>.

Le « *document n° 6* » comprend les renseignements policiers sur ce que le rapport appelle « *le groupe Salus*<sup>14</sup> », c'est-à-dire le groupe des communistes internationalistes de Tchécoslovaquie, qui éditait à l'époque le journal *Jiskra*. Le rapport explique : « *Dès 1935, le groupe Salus établit des liens directs avec certains trotskystes qui étaient au service de la Gestapo (p. 31).* » Et il donne comme exemple de ces « *trotskystes au service de la Gestapo* »... « *Ondrej Bartanyi, né à Budapest, citoyen tchécoslovaque* », à n'en pas douter le « *Batany* » cité par Grylewicz. Le rapport de 1950 poursuit : « *Le 7 janvier 1937, la direction de la police avait fourni à Bartanyi et à sa fiancée les passeports qui leur avaient permis de partir pour la France.* » Aucune mention n'est faite — on le comprend — de l'épisode de la valise, mais le rapport poursuit : « *Plus tard, la direction de la police de Prague avait reçu de France une lettre confidentielle dans laquelle une personne inconnue affirmait que Bartanyi faisait partie d'un "réseau" dont l'activité était contrôlée par des "nazis" (p. 32). Selon l'auteur de la lettre, Bartanyi, Grylewicz, Salus, Tukalevsky<sup>15</sup> et de certains Pfemfert (sic) faisaient tous partie de cette bande.* »

Ce bref « *résumé* », parvenu entre nos mains l'année dernière, vient confirmer et préciser ce que nous savions :

- Bartanyi est bel et bien parti vers le début de l'année de Tchécoslovaquie, avant que n'éclate l'affaire Grylewicz.
- Il y a donc toutes chances que ce soit effectivement lui qui avait placé les documents compromettants dans la valise que lui avait confiée Grylewicz et que la police tchèque devait « *découvrir* » après son départ du pays.
- Ce soi-disant « *trotskyste au service de la Gestapo* » était en réalité, selon toute vraisemblance, et comme ses homologues des procès de Moscou, un agent du G. P. U. que les trotskystes tchécoslovaques n'ont pas réussi à démasquer, même le coup fait.

---

<sup>13</sup> *Zpráva o éinnosti opošiènich a trockistiMch grupin za nrinulé Republiky*, 84 p. dactylographiées.

<sup>14</sup> Wolfgang V. Salus (1909-1953), militant des Jeunesses communistes, avait été gagné en U. R. S. S. à l'Opposition de gauche dont il avait été l'un des organisateurs en Tchécoslovaquie. Animateur du groupe des communistes internationalistes de ce pays, il y éditait le journal *jiskra* (L'Étincelle).

<sup>15</sup> Vladimir Tukalevsky était directeur de la bibliothèque slave de Prague : les « *aveux* » de l'accusé Olberg à Moscou le présentaient comme « *trotskyste* » et « *fasciste* » et fournisseur de faux passeports.

— Les précisions données par Orlov en ce qui concerne l'envoi par Sloutsky, notamment de Paris, de lettres anonymes, sont confirmées.

— L'objectif de l' « *amalgame* », comme disait Trotsky, était d'étayer l'édifice sérieusement compromis des procès de Moscou en faisant juger et condamner comme espions par un tribunal tchécoslovaque, non seulement un authentique trotskyste comme Grylewicz et peut-être d'autres, mais aussi des hommes mis en cause dans les « *aveux* » de Moscou, qui avaient joué ou pouvaient jouer un rôle réel dans la démolition de l'édifice de mensonges des gens de Moscou : Grylewicz lui-même, Tukalevsky et surtout Franz Pfemfert qui avaient permis de démasquer Olberg, l'un des principaux « *témoins à charge* » de Moscou, comme un agent provocateur du G. P. U.<sup>16</sup>.

— Si l'entreprise échoua dans son objectif le plus ambitieux, elle eut cependant pour Staline un résultat positif, la disparition définitive du comité pragois contre les procès de Moscou et l'isolement accru des trotskystes de Tchécoslovaquie.

Ainsi se trouve reconstitué, nous semble-t-il, l'un des épisodes de l'affaire mondiale « *procès de Moscou* » : tentative d'étayer les deux premiers procès par un troisième, d'accréditer les mensonges des procès par de nouveaux mensonges, tout en réalisant au passage l'extermination d'une section de la IVe Internationale.

## **Document**

### **Anton Grylewicz, le procès d'espionnage manqué (\*)**

*(17 novembre 1937)*

Agé aujourd'hui de cinquante-trois ans, je suis depuis 1905, c'est-à-dire depuis trente-deux ans et sans interruption, socialiste organisé. A Berlin-Neukölln, j'avais chez moi depuis 1930 une petite imprimerie et j'ai édité sous ma responsabilité pendant les années 1931-1932 notamment cinq brochures de L. Trotsky, lequel critiquait vigoureusement la politique des staliniens et du S. P. D., exigeait un combat énergique contre le fascisme et défendait la nécessité, pour ce combat, du front unique entre P. C. et P. S. J'étais en outre le gérant d'un hebdomadaire des disciples allemands de L. Trotsky et du *Bulleten Oppositsii* russe. Quand le pouvoir changea de mains, toutes ces choses furent interdites et confisquées par les fascistes allemands. Je n'ai échappé à l'emprisonnement que par la fuite.

Le 13 mars 1933, un commando de la S. A. pénétra chez moi, endommageant portes et fenêtres, força les placards et le bureau et confisqua entre autres ma bibliothèque, quelques brochures, etc. Comme on ne m'avait pas trouvé, la S. A. arrêta ma femme. Après sa libération, elle fut placée sous la surveillance de la S. A. A la suite des vaines recherches de la S. A. pour me retrouver, ma femme faillit à nouveau être arrêtée à la fin de mai 1933 et fut obligée d'émigrer à la mi-juin 1933 en Tchécoslovaquie. J'avais moi-même dû fuir l'Allemagne à la fin mars déjà et émigrer en Bohême, à Reichenberg. Nous avons vécu là jusqu'au début de 1934 et avons alors déménagé à Prague, où nous avons résidé, jusqu'à mon arrestation, sans être importunés. Ma femme est présentement encore à Prague.

Le 12 juillet 1937, deux inspecteurs de la police de Prague ont fait irruption chez nous et ont fouillé l'appartement sans résultat ; ils m'ont arrêté sur un ordre de la direction de la police. Lors de mon premier interrogatoire, à la fin de la matinée du 12 juillet, on me montra une petite valise que je reconnus aussitôt comme mienne. Je l'avais conservée chez moi jusqu'au début de 1936. Elle contenait

---

<sup>16</sup> Valentin P. Olberg (1909-1936), Letton d'origine, avait appartenu en Allemagne à l'Opposition de gauche jusqu'en 1931, où il s'était rallié au groupe de Landau. Lors du procès des seize en août 1936 à Moscou, il avait complaisamment « *avoué* » et Trotsky le considérait comme l'un des provocateurs destinés à accréditer par des aveux publics la thèse de l'accusation.

quelques brochures des bolcheviks-léninistes allemands, que nous avons également éditées légalement à Prague, des pièces d'administration, des relevés de compte, un fichier d'abonnés, etc., pour le journal *Unser Wort* qui avait paru très légalement à Prague d'avril à octobre 1933. Il y avait également dans cette valise un dossier comprenant une correspondance terminée et classée, surtout des questions d'administration concernant les brochures en question et *Unser Wort*, et que je détruisais petit à petit après que le journal eut été transféré à Paris.

Au début de 1936, je remis en dépôt cette valise, fermée, avec le contenu que je viens d'indiquer, à un ami politique du nom de Batany, que je savais sérieux et digne de confiance. J'avais appris en effet que de faux policiers essayaient de perquisitionner chez les émigrés. Depuis, j'ai eu cette valise entre les mains à trois ou quatre reprises, la dernière fois vers la fin d'octobre 1936. Chaque fois j'en ai examiné attentivement le contenu, détruisant quelques lettres et enlevant ce qui concernait de vieilles affaires classées. Ensuite, je la fermais et la rendais à Batany. Je n'ai revu cette valise qu'après mon arrestation. Elle avait été saisie — j'ignore les circonstances exactes de cette saisie — et ouverte par la police avant mon arrestation.

Mon premier interrogatoire fut centré autour de questions au sujet de mes activités politiques et administratives en Tchécoslovaquie, des personnes avec qui j'étais en liaison, de comment et de quoi ma femme et moi vivions-nous, etc. On ne fit aucune mention de ce qui avait été trouvé dans la valise, de choses ayant un rapport avec l'espionnage, la trahison militaire, etc. Le soir du même jour, j'ai été interrogé par trois inspecteurs. Au début, on me posa les mêmes questions que le matin. Puis les trois hommes quittèrent la pièce et, après environ un quart d'heure, l'un d'eux revint pour entamer avec moi une conversation « *personnelle* » sur les procès de Moscou. Il s'avérait extraordinairement bien renseigné, connaissait tous les noms des hommes impliqués et condamnés et défendit avec âpreté et même avec haine la thèse des staliniens. J'eus tout de suite l'impression qu'il s'agissait d'un « *homme de liaison* » du G. P. U. et de l'ambassade russe à Prague. Et cette impression fut encore renforcée à l'interrogatoire suivant. Il me demanda brusquement si je pouvais lui indiquer où l'on pouvait se procurer de faux passeports allemands. Je répondis que je ne m'occupais pas de telles affaires. Il sortit alors de sa poche trois passeports allemands : deux vierges, le troisième, périmé, avait appartenu à une émigrée allemande que je ne connaissais que vaguement. Il ajouta que ces trois passeports avaient été trouvés dans ma valise. Je le niai et affirmai que je les voyais pour la première fois (à ce qu'il me dit, les passeports vierges étaient faux). A ma demande, ma déclaration fut notée dans le procès-verbal au terme d'un entretien plus long et en partie plus véhément au cours duquel les deux autres policiers réapparurent. Puis les trois hommes quittèrent de nouveau la pièce. Au bout d'un certain temps, ils revinrent avec mon dossier de correspondance et exigèrent que je vérifie les lettres une à une afin de contrôler si elles m'appartenaient bien. La quatrième ou la cinquième était une copie de ma lettre du 16 octobre 1936 à Franz Pfemfert qui habitait encore à l'époque à Karlsbad où il avait un atelier de photo. Ce qui me frappa tout de suite, c'est que deux petits fragments de pellicule y avaient été attachés par un trombone. Je les voyais également pour la première fois. La première était la copie d'un court message en allemand au sujet de plans d'occupation de la Tchécoslovaquie par le gouvernement hitlérien, plus un bref compte rendu d'un discours du ministre des affaires étrangères. La seconde était un message bref et, en outre, anodin, en tchèque, d'un soldat au sujet de sa section d'armée. Le message politique était daté du 17 février 1937. J'attirai tout de suite l'attention sur la différence des dates (la lettre du 16 octobre 1936 et la pellicule du 17 février 1937), en mentionnant le fait que, depuis la fin octobre 1936, je n'avais plus revu cette valise. Les policiers se turent, embarrassés et interdits, blêmes, se regardant l'un l'autre. Cela devait être également, ma demande, consigné avec tous les détails dans les procès-verbaux. Poursuivant l'examen du dossier, j'y vis soudain un petit mot manuscrit. Aussitôt, l'homme dont il a été question plus haut s'en empara en me demandant : « *Eh bien, ça non plus vous ne le connaissez pas ? C'est bien vous qui l'avez écrit !* »

Sans en connaître le contenu, j'affirmai que cela ne m'appartenait pas non plus. Il s'agissait d'un mode d'emploi pour la fabrication et l'utilisation d'une encre sympathique. Enfin on me montra un tampon qui

n'était pas non plus à moi : c'était un tampon allemand pour le passage de la frontière. Après qu'on eut pris note de mes déclarations sur ce point également, je demandai finalement qu'il soit noté dans les procès-verbaux que ma valise avait été ouverte hors de ma présence. Cette demande provoqua chez les policiers beaucoup d'excitation et d'embarras. Ils hurlèrent qu'en agissant ainsi j'accusais la police d'avoir placé elle-même ces objets dans ma valise. Je dis que je ne prétendais pas cela et que je n'avais encore aucune indication concernant l'auteur de cet acte de fourberie. Ils s'énervèrent beaucoup, me menacèrent des éventuelles conséquences pour moi [de cette demande], quittaient la pièce de temps en temps et revenaient en me demandant : « *Avez-vous réfléchi ? Maintenez-vous votre déclaration ?* » Comme je ne renonçais pas, ils furent bien obligés finalement d'accepter de faire ce que je demandais, non sans cette remarque significative : « *Vous le regretterez !* »

Je fus conduit vers minuit dans une cellule et, le 15 juillet, sans autre interrogatoire, transféré à la prison de Pankrac où je fus enfermé seul. Quand on m'amena chez le juge d'instruction, ce dernier m'interrogea poliment, mais très brièvement. Le procès-verbal ne contenait que dix lignes susceptibles de convaincre même un juge. J'y disais brièvement ceci : « *Je nie absolument avoir à faire quoi que ce soit avec ce qui m'est reproché et j'insiste, encore une fois, sur le fait que ma valise a été ouverte hors de ma présence.* » Le juge fit encore cette remarque : « *Vous avez ici beaucoup de "bons amis" ?* »

Ce fut mon unique interrogatoire chez le juge d'instruction. Après être resté emprisonné pendant un mois et demi et sans nouvelles de mon affaire, je fis parvenir le 30 août une défense, par écrit, de quatre pages, dans laquelle j'exposais tous les détails qui prouvaient mon innocence et indiquais sept témoins. Aucun ne fut entendu. Vers la fin de septembre, le juge d'instruction dit à mon avocat qu'il était convaincu de mon innocence, qu'il allait accélérer l'affaire et me libérer bientôt. Le 2 novembre, je fus conduit devant le juge qui m'annonça qu'on avait rendu un non-lieu et que j'étais libéré.

Comme j'étais étranger, il devait d'abord m'envoyer à la police, laquelle allait certainement me libérer tout de suite. On m'emmena immédiatement à la police politique qui me communiqua, le 3 novembre, mon expulsion définitive du territoire tchécoslovaque. Dans la même pièce, on m'informa également que j'avais à trouver sur-le-champ quelqu'un qui se chargerait de ma maison et de mes affaires et que je devrais ensuite quitter tout de suite la Tchécoslovaquie. Si je ne le faisais pas de mon propre gré, je serais conduit à la frontière autrichienne. Ils ajoutaient les remarques habituelles pour le cas où je reviendrais illégalement.

Je caressais donc l'espoir d'être libéré au moins dans quelques jours, de pouvoir tout régler avec ma femme, nous procurer de l'argent et ce qui était nécessaire pour le départ. Mais tout tourna autrement ! La police politique me conduisit à la police des étrangers de Prague, dont le chef me déclara d'emblée qu'il n'avait pas du tout l'intention de me libérer, alors que la police politique, elle, voulait absolument que je quitte la Tchécoslovaquie le jour même !

Sur ces entrefaites, la nuit était tombée, et je fus transféré dans une autre prison. Ma femme, qui alla voir dans l'après-midi le chef de la police politique, reçut de lui l'assurance que je pourrais passer encore quelques jours dans ma nouvelle « *demeure* » et qu'elle pourrait me rendre visite tous les jours afin de régler nos affaires personnelles. Mais, en violation de ces promesses, on m'emmena le 5 novembre à la gare et un inspecteur me conduisit à la ville frontière où il me mit à la disposition de la police municipale. Là on me dit qu'il me faudrait franchir la frontière illégalement. On me décrivit la route, mais on ne m'accompagna pas. La nuit tomba avant que je sois arrivé à la frontière. Il pleuvait beaucoup, je me perdis dans la forêt et continuai à marcher des heures durant sans savoir où j'étais. Je finis par trouver une rue près d'un chemin de fer et c'est ainsi que j'arrivai tard dans la soirée à une gare frontière où deux gendarmes me trouvèrent complètement épuisé. Ils m'enfermèrent pour la nuit et m'envoyèrent le lendemain vers une autre gare frontalière où j'arrivai avec 50 couronnes en poche. Je décidai de revenir à Prague avec cet argent et j'y arrivai le 6 novembre au soir. Je pus y passer encore cinq jours, réglant autant que je le pouvais mes affaires privées, j'empruntai de l'argent à mes amis et essayai de

me rendre légalement dans un autre pays. Comme mon passeport n'était valable que jusqu'au 21 novembre 1937, je n'obtins pas de visa.

Je quittai Prague le 12 novembre au matin. Je fus reconnu dans le train et arrêté. Malgré mes déclarations, preuves à l'appui, je fus obligé de descendre à la gare suivante. Un inspecteur me ramena à la police de Prague. Là, de nouveau, un long interrogatoire et la menace d'une autre inculpation pour espionnage, etc. Le lendemain matin 13 novembre, on me présenta de nouveau au chef de la police politique qui me dit qu'un inspecteur allait me conduire tout de suite à la frontière autrichienne. Cet inspecteur me conduisit à la gare, y acheta, avec mon argent, un billet jusqu'à la frontière et m'ordonna de monter dans le train. Il resta lui-même à la gare, me faisant faire seul le voyage jusqu'à la frontière. Je franchis la frontière le jour même.

Qui a commis cette fourberie ?

Il existe, à mon avis, deux possibilités. Ou bien un agent du G. P. U., se présentant comme un ami, a placé ces objets dans la valise chez Batany qui la gardait, pour dénoncer ensuite Batany à la police (selon la police, Batany doit avoir pris la fuite). J'exclus entièrement le fait que Batany ait placé lui-même ces objets dans la valise. Dans sa confiance juvénile, il a plutôt été victime du G. P. U. L'autre possibilité est qu'un agent de l'ambassade soviétique, lié avec la police politique de Prague, ait placé ces objets dans la valise, avec l'assentiment et l'aide de la police.

Les notes écrites par Ignace Reiss, assassiné en Suisse, prouvent que le G. P. U. avait de mauvaises intentions.

(\*) *Biulleten Oppositsii*, n° 60-61, décembre 1937, p. 15-16 ; *Die Rode Oktober*, n° 2, 1937.